

*Questions orales*

fants. Cependant, le leader de l'opposition est au courant que c'est un sujet qui, *a priori*, est sous la responsabilité des provinces. Donc, il nous faut. . . S'il veut demander à la députée de Hamilton-Est—parce que je pense que son chef veut comprendre, si elle avait la décence d'écouter quand on parle des enfants, elle comprendrait peut-être ce que cela veut dire.

[Traduction]

**L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, je voudrais poser une question supplémentaire au ministre.

Aux dernières élections, le gouvernement avait clairement promis d'instituer un programme national de garderies. Comme je l'ai dit plus tôt, les gens et les enfants qui vivent dans la pauvreté au Canada pourraient remplir le stade de Toronto 200 fois.

• (1420)

Nous avons lu dans le journal ce matin que le gouvernement attend pour introduire ce programme d'être plus près des élections. Ces enfants ne peuvent attendre les élections; c'est maintenant que le problème se pose.

Je veux donc savoir du ministre: quand le gouvernement introduira-t-il le programme qui avait été promis il y a trois ans, presque le jour même des élections?

**L'hon. Benoît Bouchard (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur le Président, je répète ce que j'ai dit: cela n'a rien à voir avec les élections. D'ici janvier, nous devrions pouvoir présenter une stratégie d'aide à l'enfance en tenant compte des mesures à prendre pour lutter contre les problèmes comme la violence dont les enfants peuvent être victimes dans leur famille, notamment la violence sexuelle.

J'ai dit aussi que nous nous pencherions sur la question des garderies. Le chef de l'opposition s'est fait dire par des spécialistes hier que nous ne devrions pas dépenser de l'argent que nous n'avons pas. C'est là la principale cause de la pauvreté.

\* \* \*

## LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

**L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, nous avons appris hier qu'il est possible d'assurer la prospérité au Canada tout en continuant de veiller à ce que les gens, les pauvres, vivent dans la dignité. Voilà ce que nous avons appris hier.

J'ai une question à poser au ministre des Finances. Au Cap-Breton, 4 000 personnes ont manifesté dans les rues pour essayer de sauver l'économie de la région. Elles ne veulent plus de ces chevaliers d'industrie qui empochent les subventions du gouvernement et disparaissent sans laisser d'emplois derrière eux.

Je veux donc savoir du ministre des Finances quand on va veiller à ce que les gens de cette partie du Canada, qui ont manifesté en fin de semaine, obtiennent ce qu'ils veulent: des emplois. Ils ne veulent pas la charité mais la dignité, c'est-à-dire des emplois, et ils attendent que le gouvernement agisse en conséquence.

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Monsieur le Président, je veux pour commencer féliciter le chef de l'opposition et son parti d'être entrés dans le monde réel de la mondialisation. J'ai suivi jusqu'à un certain point les discussions qu'il a eues avec ses principaux collaborateurs au sujet de l'avenir.

La mondialisation est une réalité. Le Canada fait partie de l'économie mondiale et nous devons remettre de l'ordre dans nos affaires. Nous devons procéder aux rajustements de structure et autres changements nécessaires que ce soit par la réforme fiscale, la politique commerciale, la mise en oeuvre de la TPS, qui remplace l'ancienne taxe fédérale de vente, une faucheuse sournoise d'emplois, ou par l'Accord de libre-échange. Voilà le genre d'initiatives qui nous assureront une prospérité à long terme, un développement économique durable, et c'est la politique du gouvernement.

**M. David Dingwall (Cap-Breton—Richmond-Est):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Hier, des milliers de personnes ont participé à une marche dans l'est de la Nouvelle-Écosse pour attirer l'attention sur la crise nationale que constitue le chômage au Cap-Breton et le nombre extrêmement élevé d'assistés sociaux.

Les manifestants réclamaient des emplois et la dignité. Maintenant, en leur nom, je demande de l'aide au gouvernement. Le ministre des Finances demandera-t-il aux hauts fonctionnaires de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique de rencontrer des intervenants des municipalités, des entreprises et des syndicats afin de mettre sur pied un programme d'emplois d'urgence pour les Canadiens et les Canadiennes qui habitent cette région du pays?

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Monsieur le Président, le ministre responsable de l'APECA se rend dans la région de l'Atlantique à toutes les fins de semaine, sinon toutes les semaines. Il rencontre des représentants de différents